

La politique étrangère de la Russie et l'Europe

Enjeux d'une proximité

*Tanguy de WILDE d'ESTMAEL &
Laetitia SPETSCHINSKY (dir.)*



P.I.E. - Peter Lang



Chambre de Commerce - Genève
Ecole Supérieure de Commerce
1911 - 1912



INTRODUCTION GÉNÉRALE

De Monroe à Yalta

L'humanité a toujours tendu dans son ensemble
à s'organiser sur une base universelle.
Il y eut de grands peuples à l'histoire glorieuse
mais à mesure qu'ils se sont élevés
ils ont souffert davantage,
éprouvant plus fortement que les autres
le besoin de l'union universelle.

F. DOSTOÏEVSKI, *Les frères Karamazov*

Pendant près de cent ans, la doctrine Monroe a joué un rôle identique à celui véhiculé dans le mythe de Yalta : celui de la division du monde en sphères d'influence. Pour Yalta, le lieu commun est d'affirmer que Staline et Roosevelt s'y sont partagés le monde, largement au profit du premier étant donné que le second était malade et sur le point de mourir. Cet avis reflète le piège du déterminisme rétrospectif, la déception de de Gaulle de ne pas avoir été invité aux bords de la mer Noire et surtout, les réelles souffrances des peuples tombés sous le pouvoir soviétique. La Conférence de Yalta ne fut pas un partage du monde en soi, ce qui n'a pas empêché le mythe d'être Vérité pour des millions de personnes¹.

La doctrine Monroe se résume quant à elle par ces mots : « l'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens, et le monde s'en portera bien ». À la différence de Yalta, la doctrine Monroe ne fut pas un mythe : elle fonctionna concrètement. Dès leur indépendance, les États-Unis ont conscience de leur position détachée et nouvelle, par laquelle ils peuvent couper les ponts politiques et militaires avec l'Europe. Le Nouveau Monde signifie clairement sa détermination à repartir de rien, afin de construire un monde idéal, un État idéal, celui de la paix et de la concorde entre les citoyens, un État qui refuse de rentrer dans les guerres endémiques européennes. Le *Farewell Address* de Georges Washington (1796) en est l'expression la plus éminente.

La doctrine Monroe n'est pas un revirement brusque de la politique étrangère des États-Unis. Si les Européens la retiennent davantage, si

¹ Sur cet aspect de Yalta, le mythe et la démythification, cf. C. ROOSENS, *Les relations internationales de 1815 à nos jours. Tome II : après 1939*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 1997, p. 35-38.

elle est plus célèbre que le *Farewell Address*, c'est parce qu'elle s'adresse directement à l'Europe dans un contexte bien précis, peu après la crise des décolonisations de deux grandes possessions européennes, le Mexique et le Brésil. En 1823, année de la proclamation de la doctrine, l'Europe se heurte à l'Amérique et réalise pour la première fois que cette dernière désire prendre sa place là où l'Europe est contrainte de partir. Ces pertes des possessions d'Amérique pour le Vieux Continent sont, corrélativement, la première montée en puissance du Nouveau Monde sur la scène internationale.

Tout le monde, sauf peut-être l'Espagne et le Portugal, y trouva des avantages. Bénéficiant de la première décolonisation², les dirigeants de Washington ont pu se forger une solide assise dans les régions méridionales de leur État. Quant aux puissants peuples européens, tout particulièrement les Français et les Britanniques, sans oublier les Allemands, la course à une seconde colonisation, la conquête de territoires en Asie et en Afrique et non plus en Amérique, leur donna assez vite l'opportunité de gouverner le monde comme jamais auparavant, et de compenser les pertes d'Amérique.

L'éclatement de la guerre en août 1914 indique la fin des courses à la puissance du XIX^e siècle et en 1917, un changement apparaît : par l'arrivée des troupes venues d'outre-Atlantique dans les plaines de Flandres et du nord de la France, l'Europe devient une affaire américaine. La doctrine Monroe est abandonnée. En cause, les luttes incessantes entre les États-nations du continent, dont le plus colossal des deux derniers siècles fut l'Empire allemand. L'Empire russe fut bien sûr plus large et plus grand ; mais au moins il ne posait pas trop de « problèmes » au continent. Premièrement, parce l'Empire issu de Moscou puis dirigé de Saint-Petersbourg, reste faible et fragile, moins menaçant que l'Allemagne. Deuxièmement, parce que la position excentrée de ce géant étatique l'empêche de constituer une menace pour l'équilibre continental global, bien que l'expansion de l'Empire tsariste au détriment de l'Empire ottoman rencontre l'opposition de la France et du Royaume-Uni (Guerre de Crimée). En un mot, la Russie est longtemps restée lointaine.

Il en va tout autrement de l'Empire allemand fondé en 1871. Il est grand, puissant, en plein développement économique et stratégique et, surtout, au centre de l'Europe. Comme tout continent, l'Europe est traversée par de multiples tensions, des divisions, des problématiques,

² S'il est tenu compte que la seconde vague a concerné la décolonisation des possessions européennes en Asie et Afrique après la Seconde Guerre mondiale, il serait intéressant de comparer les mécanismes communs, différents et opposés de ces deux vagues de pertes territoriales, fatales pour la puissance européenne. Historiquement, les États-Unis ont par deux fois accéléré leur puissance sur l'effritement de celle de l'Europe.

des interrogations pour l'avenir et des questions sur le passé. Et au cœur de l'Europe, se trouve un problème historique : l'Allemagne. Par sa position et sa puissance, c'est le seul État qui ait ouvert et supporté un double front lors de deux guerres continentales. Il s'en est fallu de peu qu'elle n'en sorte victorieuse. L'Allemagne n'est pas seule responsable de la Première Guerre mondiale : le fameux article 221 du Traité de Versailles est une vengeance et une lecture tronquée de l'histoire. La responsable de la Grande Guerre, c'est l'Europe entière, de Londres à Moscou en passant par Berlin et Vienne.

À Washington, à l'issue de cette guerre, le Sénat rejette catégoriquement la politique étrangère de Wilson, en refusant d'approuver le Traité de Versailles dans lequel était inclus le Pacte de la Société des Nations. La doctrine Monroe est réhabilitée dans toute sa force, après le bref intermède de l'idéalisme moral caractéristique de l'ancien professeur et président de l'université de Princeton. Alors que dans l'après-1918, eux seuls pouvaient donner crédit et force à la paix et à la stabilité mondiales, les États-Unis retournent solennellement dans leur isolationnisme. Churchill, amer, n'a pas oublié : « à nous, qui avons tant déferé aux opinions et souhaits [de Wilson] dans toutes ces affaires de maintien de la paix [*business of peacemaking*], il nous était signifié sans beaucoup de cérémonie que nous devons être mieux informés au sujet de la Constitution américaine »³.

Lien de cause à effet et fatalité de l'histoire : en décembre 1941, la doctrine Monroe est à nouveau suspendue. Les États-Unis, agressés par le Japon, ne peuvent plus se désintéresser de la guerre en Europe déclenchée par le III^e Reich. En 1944, les soldats américains reviennent combattre en Europe. Cette fois, ils sont restés, jusqu'à aujourd'hui, conscients que leur présence en Europe est condition de stabilité du continent. Les deux guerres mondiales ont remis les pendules à l'heure et les nations chez elles, par les traités de paix ou les faits accomplis, avec quelques remaniements de frontières toujours humainement douloureux et souvent politiquement douteux.

La Conférence de Crimée de février 1945 n'y a pas échappé. Les frontières sont à respecter. L'espace est politique et donc sujet de conflits. En décidant un engagement fort en Europe une fois la guerre achevée, en ratifiant le Traité de l'Atlantique Nord, initiative européenne dans le sillage du Pacte de Bruxelles, les Américains ont brisé leur isolationnisme, conversion laborieuse, opérée sous la contrainte de la situation en Europe.

Les Européens ont du mal à percevoir l'important effort mental et stratégique opéré par les Américains à cause de l'Europe. Avoir réussi à

³ *The Gathering Storm*, Boston, 1948, p. 12, cité par R. KAGAN, *Paradise and Power. America and Europe in the New World Order*, London, Atlantic Books, 2004, p. 14.

faire sortir les Américains du Nouveau Monde pour qu'ils se préoccupent de l'Ancien a été un triste tour de force. L'Europe devait être au plus mal pour qu'ils y consentent. Les conséquences pratiques sont connues : les Américains sont en Europe. C'est à cause de l'Allemagne qu'ils sont revenus et pour le problème russo-communiste qu'ils sont restés. Depuis 1945, la doctrine Monroe a été musclée, étendue au-delà de l'Atlantique, les États-Unis étendant en Europe une nouvelle frontière ; non une *boundary*, une ligne formelle, mais plutôt une *frontier*, zone grise de colonisation et d'influence, concept dégagé durant leur propre expansion vers l'ouest, de New York à Los Angeles. Cette extension, c'est Yalta et, surtout, son image qui en sont le symbole. À partir de 1945, la division du monde s'exprima par « l'Europe aux Américains ». Dans un premier temps, les États-Unis ont néanmoins dû partager l'Europe avec l'URSS, en maintenant dans leur sphère d'influence « l'Europe occidentale, presque île surpeuplée »⁴. Mais depuis 1991 et la fin de la bipolarité, il n'y a pour ainsi dire plus de partage : « le monde aux Américains » est devenu une perception encore plus forte à Washington.

Une question est un « problème, une difficulté », un « sujet qui implique des difficultés à résoudre, d'ordre pratique ou théorique », précise le *Larousse*. Ainsi, deux questions européennes majeures sont à retenir, sans lesquelles les Américains ne seraient jamais revenus dans leur continent d'origine.

La première de ces questions qui hantent l'Europe est communément appelée la « question allemande ». Elle porte sur les deux interrogations majeures des peuples germanophones : le sol et la Nation. Située sur les plaines d'Europe centrale, dénuée de véritables frontières naturelles sans aucune unité nationale, l'Allemagne éclatée du XIX^e siècle se pose la question de sa place et de son identité en Europe. Depuis l'unification orchestrée par Bismarck, en première réponse à la question, une conscience nationale s'est forgée en un État trop puissant pour le seul continent européen. Un double constat s'est imposé : « la supériorité naturelle de l'Allemagne parmi les Nations européennes ; l'absence de volonté [*unwillingness*] des autres Nations pour accepter ce fait »⁵.

L'autre question qui parcourt l'Europe concerne la Russie depuis 1917, lorsque la sur-révolution amène les Bolcheviks au pouvoir après le renversement de Nicolas II. Une fois l'URSS construite et annoncée officiellement, le globe, et particulièrement l'Occident et l'Amérique, doit faire face à un État révolutionnaire qui prétend bouleverser le monde capitaliste par la révolution mondiale. En 1991, la disparition géopolitique de l'URSS fait réapparaître la Russie dans le nom officiel

⁴ R. SCHUMAN, *Pour l'Europe*, Paris, Nagel, 1964, p. 156.

⁵ H. MORGENTHAU, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf, 1967, p. 512.

de l'État qui garde Moscou comme capitale. La Russie n'a pas failli à sa réputation d'État mystérieux, à la politique étrangère indécise, incertaine, en proie à des changements brusques, et influençant la vie internationale.

La disparition de l'URSS n'a en réalité pas modifié les questions fondamentales autour de la Russie. Elle les a renforcées à certains égards : que va faire une Russie plus effondrée, plus fragile, plus pauvre, plus instable, plus incertaine qu'elle ne l'a été depuis des décennies ? Quels sont les espoirs de relèvement ? Quelles nouvelles attitudes de politique étrangère ? En 2004, il est clair que la Russie s'éloigne, lentement mais sûrement, de cette phase de chaos des origines, de ces crises de la genèse d'un État différent et si ressemblant au passé. La verticalité du pouvoir développée par Poutine inquiète bon nombre de démocrates. L'avenir politique de la Russie est reconnu par la plupart des observateurs comme une inconnue majeure, sous-entendu : il n'est pas impossible que la Russie retombe dans le schéma d'un État et d'un pouvoir central forts, sans verser nécessairement dans le totalitarisme ou la dictature.

Raïssa Maritain, l'épouse du philosophe français Jacques Maritain, a donné un titre simple mais évocateur à son autobiographie : *Les grandes amitiés*. De même, l'Allemagne a deux grands partenaires ou amis internationaux, grands par leur taille, leur puissance, leur rayonnement, leur histoire, leur prestige respectifs. Il est proposé ici une « biographie » de l'Allemagne au regard de ses relations avec la Russie et les États-Unis. Entre ces deux derniers, la charnière fut et est encore l'Allemagne. L'Allemagne se comprend vers son ouest, mais vers son est également. C'est une question d'équilibre. La profonde et stable, presque mythique, amitié germano-américaine ne peut éclipser les liens amicaux et de proximité développés entre la Russie et l'Allemagne, avant, pendant ou après la guerre froide.

L'étude des relations de l'Allemagne avec ses deux ailes est et ouest fait l'objet de deux approches différentes nécessitant une méthodologie adaptée à chacune et suscitant la division du présent ouvrage en deux parties distinctes. La relation germano-américaine est vaste. La relation germano-russe l'est plus encore, par sa densité politique, sa profondeur historique, son poids presque affectif, son impact européen, sa proximité géographique. Il faut du recul pour aborder la relation germano-russe. Énormément. Ne jamais rien laisser au hasard, tout remettre dans un contexte et dans un flux global. Dans la démarche propre à la première partie, la tendance est de compiler des questions, d'en soulever, et de rassembler des avis. Dans la seconde démarche, il s'agit de déployer, d'ausculter patiemment, de répondre aux questions. Il y a cependant un tissu, une trame, de croisements et de rencontres. Les répercussions sont nombreuses entre les deux volets.

Pour aborder le « côté est » de l'Allemagne, il a été adopté une approche métahistorique, au-delà des événements, pour mettre au maximum en lumière ce qui rapproche et éloigne les deux Géants de l'Europe sur le plan de l'esprit. Par fidélité à cette méthode, le processus de réunification de l'Allemagne, si décisif quant au dégel entre Russes et Allemands, fait l'objet d'un point assez bref dans la première partie et n'est envisagé que du point de vue de ses significations strictement bilatérales entre Bonn et Moscou. Il ne devient qu'une transition entre l'Ostpolitik et la dernière décennie, placé presque anonymement dans les incessants flux et reflux des relations entre Bonn et Moscou, entre Berlin et Saint-Petersbourg, entre Berlin et Moscou.

L'objectif de la seconde partie, qui aborde le « côté ouest » de l'Allemagne, est identique à celui de la première : revenir aux fondements d'une « amitié » et, pour ce faire, la comprendre en allant à la question épineuse entre toutes, celle de la division allemande entre 1949 et 1990. Le processus de réunification retient plus largement l'attention et est approché dans sa dimension multilatérale.

C'est loin d'être un truisme de relever que l'amitié germano-américaine est plus récente que l'amitié germano-russe. C'est même essentiel pour comprendre les différences dans le type de relations entretenues. Entre l'Allemagne et la Russie, il est nécessaire de tenir compte, sans trop exagérer, d'une profondeur historique de près de mille ans. Entre les États-Unis et l'Allemagne, soixante ans ou, en forçant quelque peu, un peu plus de cent ans. La Prusse, socle de l'Allemagne contemporaine, était en relation avec la Russie bien avant que les États-Unis ne deviennent indépendants. En 1776, l'Allemagne n'existait même pas au sens politique. Elle n'était qu'une région morcelée, même s'il était clair que la Prusse y jouait un rôle essentiel. La création du II^e Reich en 1871 n'a pas abouti à tisser des liens aussi étroits avec les États-Unis, tels que le monde contemporain les conçoit du moins. Un millénaire d'un côté, une centaine d'années de l'autre : les simples repères chronologiques indiquent à eux seuls les problématiques et les enjeux qui sont retenus.

Sur les sites Internet anglophones, il est souvent proposé un lien vers les FAQ, ces fameuses *Frequently Asked Questions*. Un traducteur francophone inspiré, soucieux tout à la fois de garder l'acronyme anglais tout en évitant le piège du franglais, a proposé d'appeler ces FAQ la *Foire aux questions*. Ce livre tient de ces deux interprétations. Il veut à la fois répondre à des questions, fréquentes ou non, qui se posent entre l'Allemagne, la Russie et les États-Unis, et soulever lui-même une multitude d'autres questions. Il entend provoquer, exciter la saine curiosité d'aller plus loin. Comme il en a été pour l'auteur, cet ouvrage souhaite lever chez le lecteur un intérêt non seulement intellectuel mais aussi, et surtout, un intérêt existentiel.

« Nous sommes tous plus savants après les événements »⁶. La position du chercheur est bien plus confortable que celle des hommes politiques dont il étudie les actes, les idées, les décisions banales ou qualifiées d'historiques. Il est, de manière très générale, extrêmement difficile d'être savant *avant*. L'action n'a pas encore eu lieu et c'est à peine si quelques-unes peuvent être pressenties, prédites, prévues. Être savant *pendant* est souvent aléatoire, surtout si ce « pendant » est très court, ne durant qu'une journée, une heure, une minute, parfois. Il est crucial d'être savant *après* : c'est le lieu de l'histoire comme science et de la mémoire comme héritage.

La discipline des relations internationales a comme caractéristique de se situer fréquemment au carrefour de l'immédiat et du révolu. L'équilibre est complexe, mais, réussi, il produit des réflexions pénétrantes où mémoire, histoire, actualité et avenir se conjuguent pour s'éclairer mutuellement. Dans le présent ouvrage, il ne s'agit pas de faire de l'histoire au sens strict, mais de penser l'histoire, d'utiliser l'histoire pour penser. L'histoire politique pourrait devenir le sujet principal, alors qu'elle n'est que la trame de fond. La tâche est facilitée du fait que les événements cités ou analysés ne sont pas historiquement contestés et sont connus de tous. L'analytique prime sur le descriptif, s'il fallait faire cette distinction somme toute un peu artificielle. En conséquence, les faits sont considérés comme acquis ou, du moins, généralement connus. Le lecteur désirant approfondir la perspective historique peut se référer à des ouvrages tels que les mémoires des protagonistes (Kohl, Eltsine, Gorbatchev, Mitterrand, Genscher, etc.) ou les livres de Garton Ash, Carrère d'Encausse, Rey, Szabo par exemple.

Dans la mesure du possible, les sources ont été lues dans la langue originale. Pour l'unité du texte, les citations non écrites en français ont été traduites. Les traductions sont donc de l'auteur, sauf avis contraire. Les références complètes des citations issues des romans et poésies, mises en exergue ou dans le texte, sont indiquées dans la bibliographie ou dans les notes le cas échéant. L'orthographe des noms des auteurs et des hommes politiques est conservée en fonction de l'origine de la source⁷.

Toutes les citations provenant de la presse ont été prises dans les archives gratuites disponibles sur Internet, sauf avis contraire et dans le cas du *Monde* – où les archives en papier étaient accessibles. Hors avis de lecture de la version papier, dans les notes, la date reprise est celle de la parution électronique de l'article. Étant donné la particularité de *Die Zeit*, les titres des articles qui en proviennent sont repris. Les discours et

⁶ M. GORBATCHEV, *Mémoires. Une vie et des réformes*, Monaco, Éd. du Rocher, 1997, p. 659.

⁷ Par exemple, il se peut que Gorbatchev, auteur et homme politique, se transforme en Gorbatschow, ou Maximytschew en Maximytchev.

autres sources officielles ont été consultés sur les sites Internet des ambassades, des gouvernements, des librairies présidentielles, sauf avis contraire lorsqu'ils sont repris dans une source secondaire. La consultation d'un moteur de recherche permet de trouver les discours de personnalités. Par souci d'allègement du texte, les noms des fonctions officielles sont écrits sans majuscules.

Une brève approche du concept de « relation » est nécessaire. Johannes Rau a noté à juste titre que la relation germano-russe est « un réseau de relations denses »⁸. Il pourrait en être de même pour la relation germano-américaine. Dans le cadre de réflexion retenu ici, il est considéré qu'il n'y a pas d'importantes différences entre *les* relations et *la* relation. Les relations internationales, comme discipline et comme expérience, prises dans le droit et la conception de l'État amené au rang de personnalité juridique, peinent quelquefois à reconnaître qu'elles sont incarnées par des hommes, même si elles sont gérées dans des organisations politiques, juridiques et économiques.

Qui dit homme, dit sujet et relation. La politique, c'est la recherche de l'établissement de rapports les plus harmonieux possibles entre les hommes. Toute la tâche politique est tâche de relations, que celles-ci soient brutales (dictature) ou paisibles (démocratie). Pour le communisme, l'harmonie, c'est la dictature du parti. Pour la démocratie, l'harmonie consiste en la liberté d'opinion et de vote. Pour un tyran, l'harmonie c'est son règne absolu basé sur la terreur qu'il suscite dans son peuple. Quoi qu'il en soit, la politique est intersubjectivité, elle est affaire de rencontres, de négociations, d'aspérités, d'alliances et de discordes. Pour un homme politique, dès lors, comme le souligne Schuman, « la tâche essentielle consiste à observer les rapports existant entre les hommes et entre les collectivités elles-mêmes, à agir sur ces rapports dans le sens d'une meilleure compréhension et coopération »⁹.

Dans cette perspective, il est posé qu'Allemagne, Russie et États-Unis entretiennent plus que des rapports. Bien que l'usage linguistique en français permette une synonymie entre « rapport » et « relation », entre ces pays il s'agit bien d'une relation et pas uniquement d'un rapport, notion froide, mathématique, impliquant l'usage de comparatifs et donc le déclenchement d'un processus lâche et faux engendré par la question de savoir « Qui est le plus grand ? ». Les trois États retenus sont en relation, ce qui implique des échanges forts et profonds et, surtout, la construction de cette relation. Une relation est un lien dont les partenaires sont éminemment responsables. À titre d'illustration, un couple humain se fonde sur une relation et non sur un rapport. La relation engage et détermine. Elle exige un travail sans fin sur la question de

⁸ Discours à Moscou, 04-09-2002.

⁹ *Pour l'Europe, op. cit.*, p. 12.

savoir d'où viennent, où en sont et où vont les partenaires qui la vivent, la font ou la défont.

Beaucoup de problématiques sont abordées, sauf une, l'économie, et ce pour deux raisons.

Premièrement, l'auteur préfère laisser aux spécialistes des rapports commerciaux entre les États le soin d'analyser les balances commerciales réciproques¹⁰. Il est clair toutefois que l'économie est politique et que le drapeau suit le commerce. Même l'histoire de la CECA/CEE qui a abouti à l'UE, manifeste les interactions étroites entre le politique et l'économique, puisque « l'intégration économique ne se conçoit pas, à la longue, sans intégration politique »¹¹.

Il est clair également que la question économique a joué un rôle essentiel dans le processus de réunification de l'Allemagne, à un tel point que Kohl donne le sentiment d'avoir acheté l'unification¹² et Gorbatchev de l'avoir vendue. L'URSS étant en péril économiquement, le chef du Kremlin a sciemment tiré le plus d'avantages possibles de la situation. Moscou a profité « au maximum de la situation créée par la précipitation de Bonn à vouloir l'unité la plus rapide possible pour faire monter les enchères et tirer un maximum d'avantage financier des concessions politiques effectuées en juillet dans le Caucase »¹³.

Deuxièmement, l'économie est un domaine risqué dans la ligne de réflexion qui est adoptée ici ; ce sont les relations politiques qui sont retenues ici. Elle ne peut être prise comme un indicateur rigoureux de ces relations, sauf dans le cas de sanctions (embargo, boycott) mais ces cas restent exceptionnels¹⁴. Voici un exemple du caractère aléatoire de l'instrument économique pour mesurer les relations politiques. Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie ont toujours eu lieu avant et après 1990. Pourtant, au niveau politique, il y a eu quelques profondes transformations. Ou encore, s'il est vrai que

l'Ostpolitik se révélait donc aussi très profitable d'un point de vue économique, [...] le refroidissement des relations diplomatiques du début des années 1980 n'avait guère affecté les relations économiques entre la RFA et

¹⁰ Cf. par exemple, R. GÖTZ, C. MEIER, « Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie », in *Politique étrangère*, n° 3, 2002, p. 697-714.

¹¹ R. SCHUMAN, *Pour l'Europe*, op. cit., p. 127.

¹² Cf. C. MÜLLER, « Bonn et le consentement du Kremlin à la réunification », in *Relations internationales*, n° 70, 1992, p. 158.

¹³ *Le Monde*, 08-09-1990.

¹⁴ Cf. sur ce point également : T. DE WILDE, « Une continuité dans le changement : les mesures de coercition économique de l'Union européenne à l'égard de l'URSS et de la Russie », in T. DE WILDE, L. SPETSCHINSKY (dir.), *Les relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, Louvain-la-Neuve, Institut d'études européennes, 2000, p. 165-185.

l'URSS. Depuis le début des années 1970, la République fédérale était devenue le principal partenaire commercial de l'URSS.¹⁵

A contrario, au moment où la relation entre Berlin et Moscou a été au beau fixe comme jamais depuis 1941, Poutine n'hésite pas à signaler qu'il n'est pas content de la faiblesse des investissements allemands¹⁶. Les promesses de Berlin se heurtent en fait à une réalité de terrain : les difficultés d'entreprendre en Russie sont objectivement importantes. La Russie peine à attirer la confiance des investisseurs ; cent ans auparavant, à l'inverse, en plein essor-rattrapage, elle attirait les industriels. L'économie et sa logique risquent trop facilement d'être utilisées comme prétextes d'interprétation de rapports plus essentiels.

Par exemple, pour nier la communauté de destin entre l'Allemagne et la Russie et la reléguer au rang de mythe, Thumann argumente que la crise de 1998 n'a eu d'impact que sur quelques entreprises allemandes¹⁷. Si cette dernière observation reste à vérifier dans les chiffres, son utilisation pour décrire une réalité politique est mal fondée. Thumann passe trop rapidement d'un plan à un autre. Toutes les réflexions ci-dessous sont la démonstration que ce raisonnement est erroné. Les relations économiques ne sont qu'un élément porteur¹⁸ des relations internationales. Or, dans ces pages, le but est d'analyser ce qui est porté et non ce qui porte.

¹⁵ S. MARTENS, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*, Paris, PUF, 1998, p. 43-44.

¹⁶ *Pravda*, 10-04-2001.

¹⁷ « Russland spricht deutsch », *Die Zeit*, n° 1, 2001.

¹⁸ Cf. discours de Johannes Rau à Moscou, 04-09-2002.